

Roissy-en-France, le 12 novembre 2019

MOTION RELATIVE À L'ANNONCE DE L'ABANDON PAR L'ÉTAT DU PROJET EUROPACITY.

Le 7 novembre, l'Etat a annoncé l'abandon d'Europacity, projet intégré au Triangle de Gonesse sur 80 hectares. Un projet qui représente 10 ans de travail collectif et d'investissement. Une nouvelle fois, l'Etat se désengage et revient sur une parole donnée. Une nouvelle fois on accable ce territoire, on le maltraite, on ignore ses habitants, on tourne le dos aux populations déjà en grande difficulté, on méprise les élus de la République. Par ailleurs, ce renoncement de l'Etat envoie un signal très négatif aux futurs investisseurs.

Europacity avait la vocation à devenir un véritable pôle d'attractivité à l'échelle nationale et internationale qui aurait eu un effet majeur sur le développement local, économique et social. Projet ambitieux et inédit, il tenait compte des enjeux du territoire. Formidable locomotive pour la création d'emplois il représentait un pôle d'activités très important pour le nord-est francilien. Etaient prévus des équipements de loisirs et culturels innovants qui venaient compléter l'offre existante sur l'Ile-de-France.

Renoncer à Europacity revient à tourner le dos à plus de 3 milliards d'euros d'investissement et aux recettes induites qui auraient permis le financement de projets de rénovation urbaine dans les quartiers prioritaires, de construction d'équipements publics pour accompagner la création de logements en milieu péri-urbain et rural, l'aménagement du territoire et l'amélioration de la vie de ses habitants.

Renoncer à Europacity revient à mépriser nos populations qui vivent dans la précarité et pour qui ce projet était une vraie perspective d'avenir, notamment par la création de plus de 10 000 emplois. En effet, malgré le développement économique généré par l'activité aéroportuaire au sein du Grand Roissy, l'Agglo Roissy Pays de France est un territoire en souffrance avec 37% de sa population en QPV et des taux de chômage bien au-dessus de la moyenne nationale.

Un des arguments majeurs pour contrer le projet Europacity était la préservation des terres agricoles alors même que Roissy Pays de France est la seule collectivité à avoir sanctuarisé 16 000 hectares agricoles pour les 30 ans à venir.

Aujourd'hui, la préoccupation des élus et des entreprises du territoire se tourne vers le nouveau projet d'aménagement du Triangle de Gonesse d'une part et le maintien total de la ligne 17 et de ses gares (incluant celles du Triangle de Gonesse et du Mesnil-Amelot) d'autre part. L'Etat doit faire des propositions concrètes, rapides et chiffrées. Sinon, la situation pourrait enflammer des esprits déjà échauffés par un climat de défiance inédite envers les pouvoirs publics, les élus et l'Etat.



Rappel sur la ligne 17

Elle constitue le projet névralgique de désenclavement du territoire du Grand Roissy, à partir duquel se conçoivent, l'ensemble des politiques de mobilités et de développement économique et résidentiel portées les intercommunalités et leurs membres : elle permettra notamment d'améliorer l'accès des populations à l'emploi, de résorber les inégalités territoriales en favorisant les déplacements vers la capitale, les aéroports et les pôles économiques, et d'œuvrer à la transition écologique en facilitant le report modal des déplacements.

La ligne 17 du Grand Paris Express doit être mise en service à l'horizon 2030 – Le tracé prévoit la création de deux nouvelles gares, sur le Triangle de Gonesse et au Mesnil-Amelot.

Elle assurera l'intégration à la dynamique métropolitaine du territoire du Grand Roissy, mais aussi des départements du Val d'Oise, de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis. Les deux gares précitées seront respectivement l'unique gare valdoisienne et l'une des deux seules gares seine-et-marnaises du réseau du Grand Paris Express.

Patrick RENAUD,
président du CAGR,
président de la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France,
président de Roissy Dév Aerotropolis,

propose aux membres du CAGR réunis en assemblée générale, le 12 novembre 2019, d'adopter cette motion pour dénoncer l'abandon, par l'État, du territoire du Grand Roissy.